

Cette rubrique est réalisée par les conseillers aux affaires sociales de la Délégation aux affaires européennes et internationales.



## Allemagne

### Le Nutri-score français en discussion

Le gouvernement allemand réfléchit à l'introduction, sur la base du volontariat, d'un type d'étiquetage pour les producteurs agroalimentaires et a commandé un modèle à l'institut de recherche sur l'alimentation Max-Rubner. En parallèle, le gouvernement a lancé une consultation auprès de consommateurs durant l'été 2019 pour déterminer le modèle le plus pertinent et le plus compréhensible pour le marché allemand. Quatre modèles se dégagent : 1/le « nutri-score » français ; 2/le Keyhole scandinave ; 3/le modèle de l'association des industries agroalimentaires allemandes ; 4/le modèle de l'institut Max-Rubner commandé par le gouvernement allemand.

Des acteurs institutionnels comme l'association Foodwatch, des associations de médecins et un producteur agroalimentaire ont rendu public dès le mois d'août 2019 les conclusions de leurs propres études. Et c'est le Nutri-score français qui est plébiscité, perçu comme plus clair et plus lisible même si donnant moins d'information. Par ailleurs, le 27 août 2019, c'est le site spécialisé sur les questions de santé Aezrteblatt.de (équivalent au site du *Quotidien du médecin*) qui reprend une étude française et souligne les résultats probants du Nutri-score sur la consommation de calories et certaines maladies associées, et son influence sur le changement d'habitudes alimentaires. Pour l'instant, le ministère fédéral de la Santé allemand n'a pas souhaité se positionner sur ce sujet, qui apparaît relativement sensible. Certains industriels, comme la marque Iglo, se sont fait condamner début 2019 pour avoir utilisé prématurément le Nutri-score.

CHRISTINE JACOB-SCHUHMACHER

### La vaccination contre la rougeole sera obligatoire dans les écoles en 2020

Le 17 juillet 2019, le gouvernement fédéral allemand a proposé au Bundestag de voter une obligation vaccinale pour les enfants à l'école,

en crèche ou en jardin d'enfants. Celle-ci devrait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2020. Elle s'étendra également aux enseignants, éducateurs et centres d'accueil de réfugiés. Les parents ne faisant pas vacciner leur enfant sont passibles d'une amende de 2 500 euros. Jusqu'à présent, seul le Land de Brandebourg imposait cette vaccination.

Les enfants non vaccinés ne pourront plus être admis dans les structures préscolaires. Les enfants et le personnel qui se trouvent déjà dans une telle structure, une école ou un centre communautaire lors de l'entrée en vigueur de la loi en mars prochain devront prouver qu'ils ont été vaccinés au plus tard le 31 juillet 2021. La preuve pourra être apportée par le certificat de vaccination, le carnet d'examen ou par un certificat médical disant que l'enfant a déjà eu cette maladie.

Pour mémoire, l'Allemagne connaît une baisse de la couverture vaccinale en 2019. Selon une étude récente de l'institut Robert-Koch (centre fédéral de recherche épidémiologique), seuls 92,7 % des enfants nouvellement scolarisés seraient vaccinés intégralement contre la rougeole, alors qu'une protection réelle de la population exige d'atteindre un taux de 95 %. De plus, 220 000 adultes environ ne seraient pas vaccinés (source : *Der Spiegel*). En 2018, 543 cas ont été signalés.

CHRISTINE JACOB-SCHUHMACHER



## Canada

### Québec : le nombre d'enfants intoxiqués au cannabis augmente depuis la légalisation

Le nombre de mineurs se retrouvant à l'hôpital après avoir fait une intoxication au cannabis a considérablement augmenté depuis la légalisation de cette drogue au Canada, l'automne dernier. Le centre de traumatologie de l'hôpital de Montréal pour enfants (HME) a traité 26 cas pour intoxication ou usage du cannabis depuis l'entrée en vigueur de la légalisation. Parmi eux, neuf étaient âgés de moins de 7 ans. À titre de comparaison, l'hôpital traitait un enfant de ce groupe d'âge pour intoxication au cannabis tout au plus tous les trois ans avant la légalisation. Même constat au centre hospitalier universitaire Sainte-Justine, à Montréal. Les intoxications au

cannabis, qui s'élevaient à 2 par an entre 2013 et 2016, sont passées à 11 en 2018-2019.

Ces intoxications sont souvent accidentelles et liées aux comestibles au cannabis faits maison comme les gâteaux. La situation interroge d'autant plus que les produits comestibles de cannabis, chips, boissons, confiseries, seront autorisés à la vente dès octobre 2019. Les autorités sanitaires appellent les parents à la vigilance et leur rappellent qu'ils ne doivent jamais hésiter à emmener leur enfant aux urgences en cas de doute, leur responsabilité n'étant pas engagée auprès de la protection de la jeunesse.

GRÉGORY GUILLAUME



## Chine

### Lancement d'un essai clinique pour un vaccin contre le sida

Le centre de la prévention et du contrôle du sida a publié en juin 2019 une annonce de recrutement de volontaires pour l'essai clinique du vaccin DNA-rTV contre le sida, développé par la Chine. Cent soixante volontaires sont demandés pour un essai clinique de phase II. Le cycle de l'essai est de deux ans. Le vaccin DNA-rTV est le premier vaccin contre le sida du vecteur à virus répliquatif en phase II de l'essai clinique dans le monde.

L'essai a été lancé en même temps dans l'hôpital You'an de Pékin et dans l'hôpital du peuple numéro 1 de l'université médicale de Zhejiang, à Hangzhou. Les deux hôpitaux ont été choisis par le centre pour deux raisons : ils ont déjà une base de recherche et de traitement du sida ; un hôpital dans le nord du pays et un autre dans le sud permettent de collecter des chiffres plus complets.

ANNE BRUANT-BISSON



## États-Unis

### La moitié des médecins présenterait des signes de burn-out

Aux États-Unis, le soin aux patients est aujourd'hui noyé dans les tâches administratives : heures

passées au téléphone attendant l'approbation d'exams par des compagnies d'assurance, rapport médicaux... 50 % des médecins complètent les *electronic health record* (EHR) de chez eux après le travail. Or si les médecins travaillent davantage aujourd'hui, ils passent moins de temps avec les patients.

La moitié des médecins américains présenterait des signes de *burn-out*. Combiné à la pénurie de médecins qui devrait s'élever à 100 000 en 2030, le *burn-out* des médecins n'est pas seulement une crise professionnelle, elle est aussi sanitaire. Alors que l'on a longtemps supposé que le *burn-out* touchait davantage les champs comme la chirurgie, avec des horaires de travail étendus et un niveau de stress très élevé, il a été récemment constaté que les chirurgiens se portent mieux que d'autres. En fait, les salles d'opération ont été plutôt épargnées par les transformations du système de santé : on n'y trouve pas de téléphone portable, pas de compagnie d'assurance, pas de EHR.

Un médecin se suicide chaque jour aux États-Unis. Le taux de suicide des médecins hommes est de 1,41 fois celui des hommes en général, et celui des femmes médecins est de 2,27 fois celui de la population féminine en général.

CÉLINE JAEGGY-ROULMANN, MIKAËL GARNIER-LAVALLEY



## États-Unis

### Une baisse du diabète malgré la croissance de l'obésité

Selon une récente publication du *British Medical Journal Diabetes Research & Care*, aux États-Unis le nombre de diabétiques (diabètes de types 1 et 2) a cessé d'augmenter depuis la fin des années 2000. Fait paradoxal dans un pays où la prévalence de l'obésité ne cesse d'augmenter (39,8 % de la population) alors que celle des personnes diabétiques se stabilise (9,4 %). En effet, si l'incidence de personnes obèses continue d'augmenter, celle des personnes diabétiques a diminué. Le taux est passé de 9,2 pour 1 000 en 2009 à 6 pour 1 000 en 2017, soit une chute de 35 %.

Cette tendance ne concerne pas toute la population. La population blanche est la seule catégorie à connaître une diminution significative ( $p = 0,002$ ). La population asiatique connaît



## Danemark

### Qu'en est-il de l'État providence au Danemark ? État des lieux au lendemain des élections du 5 juin 2019

Le Danemark arrive en 4<sup>e</sup> position des pays membres de l'OCDE concernant la part du PIB consacrée aux dépenses sociales publiques : un indicateur significatif de la vitalité de l'État providence au Danemark.

#### Part du PIB dédiée aux dépenses sociales

France (31 %)

Belgique (29 %)

Finlande (29 %)

**Danemark (28 %)**

Toutefois, ce pays n'échappe pas à certains défis majeurs observés dans les pays de l'OCDE comparables : vieillissement de la population, hausse de l'immigration, progrès technologiques accélérés obligeant à reconsidérer l'évolution du marché du travail.

Ces évolutions structurelles sont notamment à l'origine d'une plus forte dispersion des revenus que par le passé, qui explique en partie, la progression de l'extrême droite danoise, qui a cependant perdu du terrain aux dernières élections européennes.

S'il existe un consensus sur les fondements du modèle danois, la politique conduite par le gouvernement libéral sortant restait marquée par le durcissement des conditions d'accès aux prestations sociales, un accroissement de la logique d'activation des chômeurs au détriment de leur accompagnement et un accès à la nationalité danoise de plus en plus restrictif. Le changement de majorité politique intervenu aux élections du 5 juin rebat cependant largement les cartes et infléchit cette donne dans le sens d'une plus grande ouverture.

#### Les sujets prioritaires des Danois

L'environnement

La santé

L'immigration

Les politiques sociales

La sécurité et l'éducation

#### Les fondements du modèle danois

La flexisécurité

Le financement de la solidarité par l'impôt

Le caractère universel de la couverture maladie et des prestations sociales

La décentralisation vers les partenaires sociaux et les collectivités territoriales en matière de santé, *welfare*, emploi

### Une volonté de réguler le marché du travail au détriment des plus vulnérables

#### Une politique de *Work-first* controversée

Une volonté de la précédente majorité

La politique danoise de *work-first*

Gain de 2 Mds€ pour l'État mais détérioration du filet de sécurité des plus vulnérables

Depuis 2010, le gouvernement a progressivement réduit de 4 à 2 ans la durée de l'indemnisation du chômage, a doublé la période travaillée pour recharger ses droits (52 semaines au cours des 3 dernières années, contre 26 auparavant) et a diminué le taux de remplacement. En outre, l'ouverture du droit aux allocations de chômage pour les ressortissants extra-communautaires n'est possible qu'après 8 années de résidence au Danemark ou dans l'UE.

Par ailleurs, la décentralisation de la gestion des demandeurs d'emploi a créé des inégalités en fonction des territoires.

## Retraites : des mesures incitatives mais la pénibilité n'était pas prise en compte

### Âge de départ à la retraite

65,5 ans depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et progressivement d'ici 2022 passage de 65 ans à 67 ans

60 % des Danois y seraient opposés

- Le cumul emploi-retraite, permettant aux individus n'ayant pas atteint l'âge légal, de percevoir une partie de leur pension de retraite, tout en continuant à travailler entre 12 et 30 heures par semaine ;
- Les « flex-job » prévus pour les personnes dont l'état de santé ne leur permet pas de travailler de manière continue ;
- Des « emplois seniors » offerts par les municipalités aux personnes à cinq ans de l'âge de la retraite, n'ayant pas d'emploi, ni de droits au chômage, qui en feraient la demande.

Si dans certains cas exceptionnels soumis à l'évaluation des capacités et des ressources de l'individu, certains danois peuvent partir plus tôt à la retraite, il n'existait pas pour autant au Danemark de schéma de prise en compte de la pénibilité dans le calcul de l'âge légal de départ à la retraite. Le nouveau gouvernement prévoit cependant d'introduire une dose de retraite anticipée pour certaines catégories d'emplois.

## Un système moins favorable à l'intégration des étrangers et à l'égalité femmes/hommes

### Taux d'emploi

Natifs et ressortissants UE : plus de 70 %

Étrangers hors UE : 60 %

Femmes cadres : 27 %

Global femmes : 75 %

Si le taux d'emploi des réfugiés et des immigrés familiaux résidant au Danemark depuis plus de trois ans est passé de 20 % en 2015 à 43 % en 2018, il reste néanmoins très faible chez les femmes (18 %), dans un pays où le taux d'emploi des femmes en général est de plus de 75 %.

La forte participation des femmes dans leur ensemble, ne veut pas dire pour autant que les femmes danoises accèdent aux postes les plus importants.

## Un projet avorté de réforme en santé ambitieux mais flou

### Démantèlement des régions

46 % des Danois opposés

25 % favorables

60 % satisfaits de leur système de santé

75 % satisfaits de leurs derniers soins

### Des objectifs ambitieux

Réductions budgétaires de 2,3 Mds DKK

Baisse de 500 000 visites à l'hôpital

Baisse de 40 000 hospitalisations

Un fonds de 6 Mds DKK (800 M€) pour moderniser les maisons de santé et mieux coordonner médecine de ville/hôpital

### Des modalités de mise en œuvre floues lancées à la dernière minute par le précédent gouvernement

En 2007, cinq régions avaient été créées à la place des 14 comtés existants, afin de leur confier la responsabilité de la santé, notamment hospitalière, tandis que 98 nouvelles communes issues de la fusion des 271 précédentes se voyaient confier la prévention, les soins primaires, de suite et de réadaptation ainsi que le médico-social. Le nouveau projet annoncé début 2019 s'inscrivait à rebours de la réforme de 2007. Il visait à supprimer les 5 régions et transférer leur compétence « santé » à 21 « communautés de santé » pour un meilleur équilibre ville-hôpital.

Cette réforme particulièrement radicale suscitait des inquiétudes du côté des professionnels qui déplorent le manque de moyens humains et matériels actuels. En effet, les problèmes de démographie des professions de santé, semblent être le défi prioritaire à relever. Elle aura contribué à la défaite électorale du précédent gouvernement.

## Une politique migratoire qui creuse les inégalités

### 13,3 % d'immigrés au Danemark

dont 48 % en provenance de pays hors Europe

Jusqu'aux dernières élections, un consensus de plus en plus large semblait prévaloir au Danemark sur une politique migratoire restrictive. Ce durcissement s'est manifesté en particulier dans les

critères d'accès aux politiques sociales danoises, rendant l'accès aux aides plus compliqué pour les immigrés non européens et les sanctions plus strictes en cas de manquement à la règle. Cette approche est toutefois contestée par les entreprises qui dénoncent les difficultés croissantes pour recruter des personnels qualifiés, liées aux contraintes administratives renforcées visant la main-d'œuvre étrangère non européenne.

## Un État providence qui reste fondamental pour la société danoise et sa cohésion

Malgré les aménagements « libéraux » qui ont été régulièrement apportés au modèle danois d'État providence par les gouvernements qui se sont succédé depuis l'entrée dans le XXI<sup>e</sup> siècle, celui-ci reste pour l'essentiel fondamental, même si l'on peut relever la tentation dans une proportion grandissante de la population, de le réserver aux seuls « vrais danois ».

Mais il ne faut pas se méprendre sur le sens de cet État Providence, où le terme d'État s'entend seulement au sens du droit international : en effet, cet État providence est assuré pour l'essentiel par les collectivités territoriales et les partenaires sociaux.

CONTRIBUTIONS D'ÉRIC TROTTMANN, CONSEILLER RÉGIONAL  
« PAYS NORDIQUES » POUR LES AFFAIRES SOCIALES ET DE  
LUCIE GAUTHIOT, ADJOINTE AU CONSEILLER À COPENHAGUE.

une diminution proche de la significativité ( $p = 0,06$ ) tout comme celle des personnes âgées de 65 à 79 ans ( $p = 0,09$ ). Cette diminution de l'incidence touche les hommes et les femmes dans les mêmes proportions. Par contre, elle ne touche que les catégories diplômées au niveau baccalauréat et plus, mais continue d'augmenter légèrement chez les personnes les moins diplômées.

Selon le premier auteur de l'article, le docteur Stephen Benoit, des Centers for Disease Control and Prevention (CDC), les raisons de cette diminution ne sont pas claires, mais il avance deux hypothèses.

- La généralisation (depuis 2010) du test « hémoglobine A1C » mesure la glycémie moyenne sur les deux à trois derniers mois, et non plus la glycémie instantanée comme précédemment. Ce test, plus fidèle de la glycémie habituelle du patient et aussi plus facile d'utilisation (car il ne nécessite pas de jeûne), serait en réalité moins fiable (fort taux de « faux négatif »).
- L'augmentation du diagnostic de prédiabète (33,4 % de la population américaine serait pré-diabétique) permet au médecin d'inciter en amont les patients à modifier leur régime alimentaire ou à augmenter leur activité physique et ainsi d'éviter à certains l'apparition d'un diabète.

D'autres études sont à réaliser afin de faire la lumière sur l'origine réelle de cette baisse.

CÉLINE JAEGGY-ROULMANN, MIKAËL GARNIER-LAVALLEY



## États-Unis

### Mieux informer les populations noires sur les mélanomes acro-lentigineux

Si l'utilisation de crème solaire a fait ses preuves dans la prévention des mélanomes, cela n'est vrai que pour la population blanche d'origine européenne. Les Noirs Américains sont 20 à 30 fois moins touchés par le mélanome et lorsqu'ils le sont, il s'agit d'une forme différente : le mélanome acro-lentigineux. Alors que le mélanome « classique » se développe sur des zones fortement exposées aux UV (visage, épaules...), le mélanome acro-lentigineux apparaît sur les paumes des mains, sur les plantes des pieds ou sous les ongles (zones faiblement exposées aux UV). Ce type

de mélanome n'est pas corrélé à une exposition excessive au soleil.

Or malgré ces évidences scientifiques, les campagnes de prévention et les médias continuent à diffuser le message selon lequel les personnes de couleur devraient appliquer un écran anti-UV afin de se protéger du cancer. Ces campagnes devraient s'adapter aux spécificités des Afro-Américains (13,6 % de la population), et associer l'application de crème solaire à la protection d'un vieillissement prématuré de la peau ou des coups de soleil, mais pas au risque de mélanome (sauf cas d'albinisme ou d'immunodépression). Elles devraient surtout expliquer les spécificités du mélanome acro-lentigineux : l'apparition d'une pigmentation anormale dans la paume de la main, sur la plante du pied ou sous les ongles. Ces symptômes sont encore méconnus et rarement vus par le médecin si le patient n'en parle pas de lui-même. En effet, les patients ne consultent qu'à un stade avancé de la maladie.

Si un peu de crème solaire n'aurait pas permis de sauver Bob Marley (décédé des suites d'un mélanome sur le gros orteil), une campagne d'information sur les spécificités du mélanome acro-lentigineux pourrait sensibiliser une bonne partie de la population afro-américaine.

CÉLINE JAEGGY-ROULMANN, MIKAËL GARNIER-LAVALLEY



## Norvège

### Trois personnes sur quatre opposées à la numérisation du secteur de la santé

D'après le sondage Norsk E-helsebarometer, réalisé auprès de 1 000 patients et 800 personnels de santé, trois Norvégiens sur quatre s'opposent à la numérisation du secteur de la santé, en grande majorité de peur de voir disparaître les contacts humains entre patients et soignants. Ils s'inquiètent également de la numérisation des dossiers médicaux et de la protection des données personnelles. Par ailleurs, plus de la moitié des médecins et infirmiers interrogés estiment que le déploiement de nouvelles technologies ne libère pas systématiquement du temps pour se consacrer aux malades, voire qu'il crée de nouvelles contraintes et problèmes.

ÉRIC TROTTMANN

### Le programme de vaccination contre les infections par HPV assure une couverture de 90 %

Le programme de vaccination gratuite contre les infections par papillomavirus humains (HPV), proposé aux jeunes filles de 16 ans depuis 2009 et aux garçons du même âge depuis l'an dernier, assure une couverture vaccinale de 90 % des personnes de ce groupe. L'Agence norvégienne de lutte contre le cancer (Kreftregisteret) se félicite de ces chiffres et entrevoit une disparition progressive du cancer du col de l'utérus en Norvège (500 cas par an) et des cancers causés par les HPV chez les hommes (100 malades détectés par an).

ÉRIC TROTTMANN



## OMS

### Élimination du trachome : des progrès durables

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le nombre de personnes risquant de contracter le trachome – principale cause infectieuse de cécité dans le monde – est passé de 1,5 milliard en 2002 à 142 millions en 2019, soit une baisse de 91 %. Le nombre de personnes nécessitant une intervention chirurgicale pour un trichiasis trachomateux – stade avancé du trachome, entraînant une cécité – est passé de 7,6 millions en 2002 à 2,5 millions en 2019, soit une baisse de 68 %. Le trachome, maladie bactérienne, reste endémique dans 44 pays et est à l'origine d'une cécité ou d'une déficience visuelle chez 1,9 million de personnes environ dans le monde. Il a été cartographié pour déterminer sa répartition géographique et cibler les mesures de lutte dans le cadre de la stratégie CHANCE (chirurgie, antibiotiques contre l'infection, nettoyage du visage et changement de l'environnement pour réduire la transmission). Pour lutter contre le trachome, il a fallu créer des partenariats novateurs pour garantir que les personnes les plus isolées et les plus marginalisées ne soient pas laissées de côté alors que des services de santé plus complets ont été renforcés.

En 2018, 146 112 cas de trichiasis ont été pris en charge et près de 90 millions de personnes ont suivi un traitement antibiotique pour le trachome dans 782 districts dans le monde. Depuis 2011, l'OMS a validé l'élimination du trachome en tant



que problème de santé publique dans 8 pays. Dans chaque région de l'OMS où le trachome est endémique, un pays au moins a maintenant franchi cette étape, ce qui montre que la stratégie Chance est efficace. L'élimination du trachome est peu coûteuse, simple et très rentable.

(ONU)

### De nombreux produits alimentaires pour bébés sont trop sucrés et non adaptés aux moins de 6 mois

Si les fruits et légumes, contenant naturellement des sucres, conviennent aux nourrissons et aux jeunes enfants, l'OMS juge préoccupant le niveau très élevé de glucides rapides dans les purées commercialisées pour bébés. Bien que ces produits alimentaires soient autorisés par la législation de l'Union européenne, ils ne suivent pas les recommandations du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel de l'OMS, ni les directives énoncées par l'agence onusienne. L'OMS stipule explicitement que les aliments de complément ne doivent pas être commercialisés pour les nourrissons de moins de 6 mois. L'OMS recommande, de longue date, que les enfants soient allaités exclusivement au sein pendant les six premiers mois de leur vie. L'agence onusienne a élaboré un projet de modèle nutritionnel pour les enfants âgés de 6 à 36 mois afin de déterminer les aliments inappropriés pour cette tranche d'âge. Ce projet a été soumis aux États membres et aux parties prenantes pour examen. Le bureau européen de l'OMS a également mis au point une méthodologie permettant d'identifier les aliments commerciaux pour bébés disponibles dans les magasins et de collecter des données sur le contenu nutritionnel mentionné sur les étiquettes, ainsi que d'autres informations présentes sur l'emballage.

(ONU)



ONU

### 9 chiffres sur le combat contre l'épidémie d'Ebola en République démocratique du Congo

Un an après le début de l'épidémie d'Ebola dans l'est de la République démocratique du Congo

(RDC), l'ONU a mobilisé l'ensemble de ses ressources pour lutter contre le virus mortel. Voici neuf chiffres clés pour illustrer un an de mobilisation de l'ONU contre Ebola en RDC.

- Plus de 170 000 personnes ont été vaccinées.
  - 1 300 personnes ont été traitées avec des thérapies expérimentales dans quatorze centres de traitement et de transit.
  - 77 millions de contrôles de voyageurs nationaux et internationaux.
  - 20 000 « contacts de cas » d'Ebola ont été contrôlés chaque jour pour s'assurer qu'ils ne tombent pas malades.
  - 3 000 échantillons ont été testés dans huit laboratoires chaque semaine.
  - Plus de 10 000 sites de lavage des mains installés dans des lieux critiques.
  - Plus de 2 000 agents d'engagement communautaire ont été déployés dans les zones touchées par Ebola. Ces agents sont allés à la rencontre de la population pour écouter ses préoccupations, gagner sa confiance et mobiliser l'action au niveau local.
  - Plus de 440 000 patients et « contacts » ont bénéficié d'une aide alimentaire. Une aide indispensable pour limiter les mouvements parmi les personnes susceptibles de propager la maladie.
  - Des repas quotidiens ont été fournis à 25 000 écoliers dans les zones touchées par le virus afin de renforcer la confiance au sein des communautés.
- Au 5 août 2019, selon l'OMS, un total de 2 753 cas d'Ebola a été enregistré (2 659 confirmés et 94 probables). Parmi ces cas on note 1 843 décès, 797 survivants et d'autres patients toujours pris en charge.

(ONU)



Suède

### Des drones pourraient livrer des médicaments dans les zones rurales du nord du pays

Les livraisons de médicaments à l'aide de drones pourraient bientôt commencer à être testées dans le cadre d'un projet pilote dans le nord de la Suède. Un drone spécialement conçu a été mis au point par des chercheurs de l'université Chalmers, à Göteborg. On espère que le drone sera testé à Storuman, dans le nord-ouest de la Suède, d'ici

un an, a déclaré Pia Kristiansson, qui travaille au centre médical local : « L'idée est que les médicaments puissent être livrés près de chez soi, de sorte qu'on n'ait pas à faire de longues distances en voiture. » Le drone devrait également être en mesure d'apporter des trousseaux de premiers soins aux personnes blessées en terrain difficile. Les personnes pourraient recevoir leurs médicaments dans les 24 heures suivant la prescription d'un médecin. Les communautés rurales vieillissantes du centre et du nord de la Suède sont touchées par la fermeture des magasins et des équipements.

ÉRIC TROTTMANN